

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC**  
**DISTRICT DE MONTRÉAL**

N° : 500-06-001045-208

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Actions collectives)

---

**CHRISTOPHER ZAKEM**, domicilié au [REDACTED]

Demandeur

c.

**ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au Québec, au 800, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 4000, dans la ville de Montréal, province de Québec, district de Montréal, H5A 1K3

Défenderesse

---

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE L'ACTION COLLECTIVE**  
(Art. 141 et 583 C.p.c.)

---

**À L'HONORABLE SYLVAIN LUSSIER, JUGE DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LE DEMANDEUR EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

**I. INTRODUCTION**

1. En mars 2019, la défenderesse a unilatéralement augmenté les frais de retard qu'elle impose à ses clients dans le cadre de services de télécommunication, les faisant passer de 26,82% à 42,58% annuellement.
2. Ces frais de retard sont abusifs et lésionnaires en vertu de la *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ, c. P-40.1 (« **L.p.c.** ») et du *Code civil du Québec* (« **C.c.Q.** »). C'est pourquoi le demandeur intente la présente action collective en réduction de l'obligation et en dommages punitifs contre la défenderesse.
3. Le demandeur s'adresse au Tribunal afin de faire réduire le taux d'intérêt imposé par la défenderesse de 42,58 % à 15 % et afin d'obtenir l'octroi de dommages punitifs compte tenu de l'insouciance et l'ignorance dont elle fait preuve en violant les dispositions d'ordre public de la L.p.c.

## II. L'AUTORISATION DE L'ACTION COLLECTIVE

4. Le 18 janvier 2021, le Tribunal a autorisé l'exercice de la présente action collective contre la défenderesse et attribué le statut de représentant à Monsieur Christopher Zakem.

5. Dans son jugement, le Tribunal a défini le groupe comme suit :

*« Toutes les personnes résidant ou ayant résidé au Québec et qui ont payé, entre le 1er mars 2019 et la date de publication de l'avis aux membres [soit le 13 mars 2021], des frais de paiement de retard au taux annuel de 42,58 % sur le montant d'au moins une facture émise par la Défenderesse en vertu de l'un des contrats d'adhésion régi par les termes et modalités suivants : Modalités de service de Rogers et autres renseignements importants, Modalités de service de Rogers pour petites entreprises et autres renseignements, Modalités de service de Fido.*

*Sont exclus du groupe toutes les personnes dont le contrat contient une clause d'arbitrage obligatoire et qui n'ont pas contracté en tant que consommateurs »*

(ci-après les « **membres** »)

6. Les principales questions en litige devant être traitées collectivement sont les suivantes :

- a. La défenderesse a-t-elle violé les règles de droit commun applicables au Québec incluant celles prévues dans la *Loi sur la protection du consommateur*, en chargeant des frais de retard à ses clients à un taux d'intérêt annuel de 42,58%?
- b. Les agissements reprochés à la défenderesse ont-ils causé des dommages aux Membres?
- c. La défenderesse est-elle responsable des dommages subis par le demandeur et les membres en vertu du *Code civil du Québec*?
- d. La défenderesse est-elle responsable des dommages subis par le demandeur et les membres en vertu de la lésion objective prévue à la L.p.c.?
- e. Le demandeur et les membres ont-ils droit à des dommages punitifs en vertu de la L.p.c.?
- f. Est-ce que les condamnations doivent faire l'objet d'une ordonnance de recouvrement collectif?

### III. LES PARTIES

#### A. LA DÉFENDERESSE

7. La défenderesse fait notamment affaire sous les noms *Rogers* et *Fido*.
8. Elle est une entreprise qui œuvre principalement dans le domaine des services de télécommunications, le tout tel qu'il appert d'un extrait du Registraire des entreprises du Québec, communiqué comme **pièce P-1**.
9. La défenderesse offre au Québec des services de téléphonie sans fil, de téléphonie résidentielle et d'accès à internet, tel qu'il appert d'un extrait du site internet de la défenderesse, communiqué comme **pièce P-2**.
10. La défenderesse a réalisé au cours des années financières 2019 et 2020 des revenus moyens de plus de quatorze milliards de dollars et des bénéfices nets moyens de près de deux milliards de dollars par année, tel qu'il appert de son rapport annuel pour l'année financière 2020, communiqué comme **pièce P-3**.

#### B. LE DEMANDEUR

11. Le demandeur est un client de longue date de la défenderesse dans le cadre d'un contrat de service de téléphonie cellulaire.
12. Le contrat du demandeur couvre son téléphone cellulaire, qu'il utilise à des fins personnelles et aux fins de son commerce, celui de sa conjointe, qui ne l'utilise qu'à des fins personnelles, ainsi que deux lignes pour leurs tablettes électroniques.
13. Le demandeur acquitte lui-même sa facture auprès de la défenderesse.
14. Au cours de la période visée par l'action collective, le demandeur s'est vu imposer par la défenderesse des frais de paiement de retard au taux annuel de 42,58%, tel qu'il appert des factures communiquées *en liasse* comme **pièce P-4**.

### IV. LA RELATION CONTRACTUELLE

15. La relation contractuelle entre la défenderesse et les membres du groupe est régie par des contrats de consommation et d'adhésion typiques dont les membres n'ont pu négocier les termes.
16. Plus précisément, les contrats de consommation et d'adhésion visés par la présente action collective sont les suivants :
  - a. Modalités de service de Rogers et autres renseignements importants, **pièce P-5 A** ;
  - b. Modalités de service de Rogers pour petites entreprises et autres renseignements importants, **pièce P-5 B** ;

c. Modalités de service de Fido, **pièce P-5 C.**

## **V. LES FAITS**

17. Dans le cours normal de ses affaires, la défenderesse applique des « frais de paiement de retard » lorsque les soldes des factures mensuelles qu'elle émet sont acquittés par ses clients après leur date d'échéance.
18. Avant le 1<sup>er</sup> mars 2019, la défenderesse appliquait, à titre de frais de paiement de retard, un taux annuel de 26,82 % sur les montants en souffrance.
19. Ce taux de 26,82 % est le taux utilisé par la quasi-totalité des concurrents de la défenderesse faisant affaire au Québec, tel qu'il appert des contrats de service des principaux concurrents de la défenderesse produits en liasse, **pièce P-6.**
20. Le ou vers le 1<sup>er</sup> mars 2019, la défenderesse a modifié unilatéralement le taux d'intérêt applicable sur les montants en souffrance des comptes des membres du groupe, le faisant grimper à 42,58 % annuellement.
21. À partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, les membres de la présente action collective se sont donc vu imposer par la défenderesse le taux de 42,58 % par an à titre de frais de paiement de retard.
22. Cette hausse unilatérale représente une augmentation substantielle de 58,76 % pour les membres du groupe alors que les modalités de paiement sont demeurées inchangées et qu'aucune modification contractuelle concomitante ne justifie cette hausse.
23. Les membres du groupe étant des consommateurs ou des adhérents, ils n'ont pu négocier les modalités de leur contrat de service et sont bien souvent captifs face à l'imposition d'une telle hausse par la défenderesse, notamment parce que les contrats prévoient des frais de résiliation.
24. La défenderesse n'a pas modifié son comportement à la suite de la dénonciation judiciaire du demandeur quant à l'existence de cette violation et, en date de ce jour, elle continue d'imposer aux membres du groupe des frais de retard à un taux d'intérêt annuel de 42,58 %, tel qu'il appert des différents contrats communiqués comme pièces P-5A à P-5C.

## **VI. LA RESPONSABILITÉ DE LA DÉFENDERESSE**

25. En augmentant unilatéralement les frais de retard au taux de 42,58% par an, la défenderesse a abusé du déséquilibre de pouvoir qui existe entre elle et les membres du groupe pour imposer une condition excessive, déraisonnable et totalement disproportionnée, violant ainsi les articles 6, 7, 1375 et 1437 du C.c.Q., ainsi que l'article 8 de la L.p.c.
26. Les frais de retard imposés par la défenderesse sont abusifs et lésionnaires.

27. D'abord, le taux directeur de la Banque du Canada est présentement à 0,25 % et n'a jamais excédé 1,75 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une moyenne de 1,04 % depuis cette date, tel qu'il appert des séries quotidiennes du taux d'intérêt au Canada pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 14 avril 2021, communiquées comme **pièce P-7**.
28. Pour la même période, le taux des prêts à la consommation a été en moyenne de 8,89% et est présentement de 7,70%, tel qu'il appert des Statistiques du marché financier, données du mercredi, de la Banque du Canada, communiquées comme **pièce P-8**.
29. De plus, le taux d'intérêt légal et l'indemnité additionnelle n'ont jamais excédé 7 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et sont présentement à 5 %, tel qu'il appert du tableau de calcul du Barreau du Québec produit comme **pièce P-9**.
30. Les frais de retard au taux de 42,58% sont nettement supérieurs à la pratique dans l'industrie des télécommunications : aucun des principaux concurrents de la défenderesse — à l'exception de Bell qui fait elle aussi face à des poursuites judiciaires à cet égard — n'impose des frais de paiement de retard aussi élevés au Québec, tel qu'il appert des contrats de ces concurrents, pièce P-6.
31. En effet, les principaux concurrents de la défenderesse imposent des frais de retard qui n'excèdent pas un taux de 26,82 % par année.
32. À titre d'exemple, la concurrente Telus, dont les modalités de services sont incluses à la pièce P-6A, ajuste son taux d'intérêt pour les frais de paiement de retard pour le Québec, reconnaissant ainsi l'existence d'une norme distincte au sein de la province.
33. De plus, la défenderesse a pris sa décision d'augmenter ses frais de retard en toute connaissance — ou à tout le moins, en toute insouciance — du caractère abusif et lésionnaire de ce nouveau taux d'intérêt, ce qui justifie l'octroi de dommages punitifs en l'espèce.
34. Lorsque la défenderesse a commencé à exiger des frais de retard annuel de 42,58%, son seul concurrent qui exigeait des frais de retard aussi élevés était poursuivi pour les mêmes motifs dans le cadre de deux actions collectives autorisées par la Cour supérieure du Québec.
35. En outre, l'augmentation du taux d'intérêt par la défenderesse survient après que la Cour d'appel du Québec se soit prononcée sur le caractère abusif de frais de retard conjugués à une pénalité calculés à un taux d'intérêt annuel cumulatif de 44%, tel qu'il appert de l'arrêt de la Cour d'appel rendu le 24 mai 2013 dans l'affaire *Diamantopoulos c. Construction Dompat inc.*, 2013 QCCA 929.
36. Cette augmentation survient aussi après que la Cour d'appel du Québec ait aussi conclu que des frais de retard conjugués à une pénalité calculés à un taux d'intérêt annuel cumulatif de 49% sont abusifs, tel qu'il appert de l'arrêt de la Cour d'appel

rendu le 13 décembre 2012 dans l'affaire 9149-5408 *Québec inc. c. Groupe Ortam inc.*, 2012 QCCA 2275.

37. Compte tenu de ces faits, la défenderesse savait ou ne pouvait ignorer le caractère abusif et lésionnaire du taux d'intérêt qu'elle a choisi d'imposer aux membres du groupe.

## **VII. LES DOMMAGES**

38. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019, le demandeur et les membres du groupe se sont vu imposer des frais de retards abusifs et lésionnaires par la défenderesse.
39. Le demandeur et les membres du groupe sont en droit de réclamer de la défenderesse la réduction du taux d'intérêt applicable sur les frais de retard qu'ils ont payés, de 42,58% à 15 % l'an, ou toute autre réduction que le Tribunal déterminera après avoir entendu la preuve, ainsi que le remboursement, à titre de dommages-intérêts matériels, des frais de retard payés en excès de ce dernier taux.
40. En plus, le demandeur et les membres du groupe ayant contracté en tant que consommateurs sont en droit d'obtenir de la défenderesse des dommages punitifs pour les motifs exposés plus haut.

## **VIII. RECOUVREMENT COLLECTIF**

41. La défenderesse détient les informations sur le montant total des frais de retard perçu des membres du groupe depuis le 1<sup>er</sup> mars 2019.
42. Cette preuve permettra d'établir de façon suffisamment précise les dommages réclamés pour les membres du groupe afin que la condamnation fasse l'objet d'une ordonnance de recouvrement collectif conformément au premier alinéa de l'article 595 du *Code de procédure civile*. Il en est de même pour une condamnation en dommages punitifs.

**POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :**


**ACCUEILLIR** l'action collective pour tous les membres.

**CONDAMNER** la défenderesse à payer au demandeur ainsi qu'à chacun des membres une somme équivalente à la réduction du taux d'intérêt de 42,58% à 15%, applicable sur les frais de retard payés, à titre de dommages-intérêts pour le préjudice matériel, le tout avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle à compter du dépôt de la Demande d'autorisation d'exercer une action collective et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes.

**CONDAMNER** la défenderesse à payer au demandeur ainsi qu'à chacun des membres une somme de dommages punitifs, à être déterminée selon la preuve, avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle à compter du jugement à être prononcé et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes.

**LE TOUT** avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres.

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Philippe H. Trudel  
Me Mathieu Charest-Beaudry  
Me Jessica Lelièvre  
750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90  
Montréal (Québec) H2Y 2X8  
Tél. : 514 871-8385  
Télec. : 514 871-8800  
[philippe@tjl.quebec](mailto:philippe@tjl.quebec)  
[mathieu@tjl.quebec](mailto:mathieu@tjl.quebec)  
[jessica@tjl.quebec](mailto:jessica@tjl.quebec)

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**PAQUETTE GADLER INC.**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Guy Paquette  
Mme Annie Montplaisir, stagiaire en droit  
353, rue Saint-Nicolas, bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 2P1  
Tél. : 514 849-0771  
Télec. : 514 849-4817  
[gpaquette@paquettegadler.com](mailto:gpaquette@paquettegadler.com)  
[amontplaisir@paquettegadler.com](mailto:amontplaisir@paquettegadler.com)

## **AVIS D'ASSIGNATION** (Art. 145 et ss. C.p.c.)

---

### **Dépôt d'une demande en justice**

Prenez avis que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour Supérieure du district judiciaire de Montréal la présente demande introductive d'instance.

### **Réponse à cette demande**

Vous devez répondre à cette demande par écrit, personnellement ou par avocat, au palais de justice de Montréal situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6, dans les 15 jours de la signification de la présente demande ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les 30 jours de celle-ci. Cette réponse doit être notifiée à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'est pas représenté, au demandeur lui-même.

### **Défaut de répondre**

Si vous ne répondez pas dans le délai prévu, de 15 ou de 30 jours, selon le cas, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai et vous pourriez, selon les circonstances, être tenu au paiement des frais de justice.

### **Contenu de la réponse**

Dans votre réponse, vous devez indiquer votre intention, soit :

- de convenir du règlement de l'affaire;
- de proposer une médiation pour résoudre le différend;
- de contester cette demande et, dans les cas requis par le Code, d'établir à cette fin, en coopération avec le demandeur, le protocole qui régira le déroulement de l'instance. Ce protocole devra être déposé au greffe de la Cour du district mentionné plus haut dans les 45 jours de la signification du présent avis ou, en matière familiale, ou, si vous n'avez ni domicile, ni résidence, ni établissement au Québec, dans les trois mois de cette signification;
- de proposer la tenue d'une conférence de règlement à l'amiable.

Cette réponse doit mentionner vos coordonnées et, si vous êtes représenté par un avocat, le nom de celui-ci et ses coordonnées.

### **Changement de district judiciaire**

Vous pouvez demander au tribunal le renvoi de cette demande introductive d'instance dans le district où est situé votre domicile ou, à défaut, votre résidence ou, le domicile que vous avez élu ou convenu avec le demandeur.



Si la demande porte sur un contrat de travail, de consommation ou d'assurance ou sur l'exercice d'un droit hypothécaire sur l'immeuble vous servant de résidence principale et que vous êtes le consommateur, le salarié, l'assuré, le bénéficiaire du contrat d'assurance ou le débiteur hypothécaire, vous pouvez demander ce renvoi dans le district où est situé votre domicile ou votre résidence ou cet immeuble ou encore le lieu du sinistre. Vous présentez cette demande au greffier spécial du district territorialement compétent après l'avoir notifiée aux autres parties et au greffe du tribunal qui en était déjà saisi.

### **Transfert de la demande à la Division des petites créances**

Si vous avez la capacité d'agir comme demandeur suivant les règles relatives au recouvrement des petites créances, vous pouvez également communiquer avec le greffier du tribunal pour que cette demande soit traitée selon ces règles. Si vous faites cette demande, les frais de justice du demandeur ne pourront alors excéder le montant des frais prévus pour le recouvrement des petites créances.

### **Convocation à une conférence de gestion**

Dans les 20 jours suivant le dépôt du protocole mentionné plus haut, le tribunal pourra vous convoquer à une conférence de gestion en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance. À défaut, ce protocole sera présumé accepté.

### **Pièces au soutien de la demande**

Au soutien de sa demande introductive d'instance, la partie demanderesse invoque les pièces suivantes :

(Voir l'avis de dénonciation des pièces)

Ces pièces sont disponibles sur demande.

### **Demande accompagnée d'un avis de présentation**

S'il s'agit d'une demande présentée en cours d'instance ou d'une demande visée par les Livres III, V, à l'exception de celles portant sur les matières familiales mentionnées à l'article 409, ou VI du Code, la préparation d'un protocole de l'instance n'est pas requise; toutefois, une telle demande doit être accompagnée d'un avis indiquant la date et l'heure de sa présentation.

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC**  
**DISTRICT DE MONTRÉAL**

N° : 500-06-001045-208

**COUR SUPÉRIEURE**  
*(Action collective)*

---

**CHRISTOPHER ZAKEM**

Demandeur

c.

**ROGERS COMMUNICATIONS CANADA  
INC.**

Défenderesse

---

### **AVIS DE DÉNONCIATION DES PIÈCES**

---

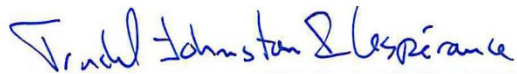
**AU SOUTIEN DE SA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE L'ACTION COLLECTIVE, LE DEMANDEUR ENTEND INVOQUER LES PIÈCES SUIVANTES :**

- PIÈCE P-1** : Extrait du *Registraire des entreprises du Québec* – Rogers Communications Canada Inc.
- PIÈCE P-2** : Extrait du site internet de la défenderesse intitulé « Pourquoi choisir Rogers », en date du 15 avril 2021.
- PIÈCE P-3** : Rapport annuel de la défenderesse pour l'année financière 2020.
- PIÈCE P-4** : Factures du demandeur pour la période de mars 2019 à juin 2020, *en liasse*.
- PIÈCE P-5** : Contrats de service de la défenderesse :
- A.** *Modalités de service de Rogers et autres renseignements importants ;*
  - B.** *Modalités de service de Rogers pour petites entreprises et autres renseignements importants ; et*
  - C.** *Modalités de service de Fido.*
- PIÈCE P-6** : Contrats de service des principaux concurrents de la défenderesse :
- A.** *Modalités de service de Telus ;*
  - B.** *Modalités de service de Koodo ; et*

**C. Modalités de service de Vidéotron.**

- PIÈCE P-7** : Séries quotidiennes du taux directeur de la Banque du Canada pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 14 avril 2021.
- PIÈCE P-8** : Taux des prêts à la consommation, Statistiques du marché financier, données du mercredi, Banque du Canada, pour la période du 2 janvier 2019 au 7 avril 2021.
- PIÈCE P-9** : Tableau de calcul de l'intérêt légal et de l'indemnité additionnelle du Barreau du Québec pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 14 avril 2021.

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Philippe H. Trudel  
Me Mathieu Charest-Beaudry  
Me Jessica Lelièvre  
750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90  
Montréal (Québec) H2Y 2X8  
Tél. : 514 871-8385  
Télec. : 514 871-8800  
[philippe@tjl.quebec](mailto:philippe@tjl.quebec)  
[mathieu@tjl.quebec](mailto:mathieu@tjl.quebec)  
[jessica@tjl.quebec](mailto:jessica@tjl.quebec)

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**PAQUETTE GADLER INC.**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Guy Paquette  
Mme Annie Montplaisir, stagiaire en droit  
353, rue Saint-Nicolas, bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 2P1  
Tél. : 514 849-0771  
Télec. : 514 849-4817  
[gpaquette@paquettegadler.com](mailto:gpaquette@paquettegadler.com)  
[amontplaisir@paquettegadler.com](mailto:amontplaisir@paquettegadler.com)

## AVIS DE PRÉSENTATION

---

**À :** **Rogers Communications Canada Inc.**  
800, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 4000  
Montréal (Québec) H5A 1K3

**Me Sylvie Rodrigue**  
**Me Matthew Angelus**  
**Société d'avocats Torys**  
Avocats de la défenderesse  
1, Place Ville Marie, bureau 2880  
Montréal (Québec) H3B 3Y1

**PRENEZ AVIS** que la présente *Demande introductive d'instance de l'action collective* sera présentée devant l'honorable Sylvain Lussier, juge de la Cour supérieure, au Palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6, à une date, heure et salle à être déterminées.

**VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.**

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Philippe H. Trudel  
Me Mathieu Charest-Beaudry  
Me Jessica Lelièvre  
750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90  
Montréal (Québec) H2Y 2X8  
Tél. : 514 871-8385  
Télec. : 514 871-8800  
[philippe@tjl.quebec](mailto:philippe@tjl.quebec)  
[mathieu@tjl.quebec](mailto:mathieu@tjl.quebec)  
[jessica@tjl.quebec](mailto:jessica@tjl.quebec)

À Montréal, le 19 avril 2021



---

**PAQUETTE GADLER INC.**  
AVOCATS DU DEMANDEUR

Me Guy Paquette  
Mme Annie Montplaisir, stagiaire en droit  
353, rue Saint-Nicolas, bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 2P1  
Tél. : 514 849-0771  
Télec. : 514 849-4817  
[gpaquette@paquettegadler.com](mailto:gpaquette@paquettegadler.com)  
[amontplaisir@paquettegadler.com](mailto:amontplaisir@paquettegadler.com)

**No.: 500-06-00145-208**

---

(Chambre des actions collectives)

**COUR SUPÉRIEURE**

DISTRICT DE MONTRÉAL

---

**CHRISTOPHER ZAKEM**

Demandeur

c.

**ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.**

Défenderesse

Notre dossier: 1454-1

BT 1415

---

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE  
DE L'ACTION COLLECTIVE**

(Art. 141 et 583 C.p.c.)

---

***ORIGINAL***

---

Avocats:

M<sup>e</sup> Philippe H. Trudel

M<sup>e</sup> Mathieu Charest-Beaudry

M<sup>e</sup> Jessica Lelièvre

**TRUDEL JOHNSTON & LESPÉRANCE, S.E.N.C.**

750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90

Montréal (Québec) H2Y 2X8

Tél. : 514 871-8385

Télec. : 514 871-8800

[philippe@tjl.quebec](mailto:philippe@tjl.quebec)

[mathieu@tjl.quebec](mailto:mathieu@tjl.quebec)

[jessica@tjl.quebec](mailto:jessica@tjl.quebec)